

Production de connaissances dans les groupes sociaux locaux d'agriculteurs

Jean-Pierre DARRE

Le schéma conducteur des actions de développement habituelles a deux caractéristiques centrales : il est *individualisant* et il est *diffusionniste*.

- *Individualisant* : le sujet est l'agriculteur, "chef d'exploitation" (à moins que ce ne soit l'exploitation elle-même). On cherche à provoquer des changements dans l'exploitation et pour cela persuader l'exploitant.

- *Diffusionniste* : les agriculteurs sont "récepteurs" de "messages" techniques ou économiques. On cherche à "diffuser" des techniques, à les faire appliquer.

Les tentatives pour améliorer la vulgarisation-développement, en particulier pour limiter ses effets de ségrégation, se situent en aval de ces évidences. Or, on peut présumer que ce sont justement elles qui sont en cause. Ces premières observations sont à l'origine de nos recherches d'alternatives. C'est à ces caractéristiques en effet, que nous attribuons les faiblesses des actions de développement habituelles - effets sélectifs, souvent non souhaités, coûts élevés, découragement des agents, etc.

Cependant, les caractéristiques de nombreuses tentatives alternatives, et de nombreux discours critiquant les formes habituelles de développement-vulgarisation nous ont conduit à préciser d'emblée nos orientations de recherches. Les idées dominantes dans les organisations de développement sont scientistes : d'un côté la vérité, l'efficacité, l'avenir, et de l'autre l'erreur et l'ignorance. La réponse qui semble alors évidente est de renverser l'ordre des termes : ce que vous désignez comme ignorances est le vrai savoir, vive les savoirs populaires et les sagesses ancestrales! Nous nous refusons à nous engager dans cette voie, qui substitue un culte à un autre, le culte du peuple au culte des savants. Le populisme n'est pas une alternative sérieuse au scientisme. La question, pour nous, n'est pas de savoir où est le bon savoir, mais de savoir comment agriculteurs et chercheurs ou "développeurs" peuvent coopérer, en apportant les uns et les autres ce qu'ils savent, et aussi ce qu'ils peuvent inventer.

J'exposerai d'abord l'ensemble des éléments qui constituent notre modèle alternatif, pour expliquer ce qui se passe dans les processus de changement technique et définir des orientations d'action. Ensuite, je préciserai ces éléments.

I. LES PROPOSITIONS QUI CONSTITUENT NOTRE MODELE

Je partirai d'une définition qui indique de façon sommaire l'articulation entre les propositions :

Le changement technique, c'est la façon dont un groupe professionnel - localisé ou d'interconnaissance - "traite" un ensemble d'informations introduit par un ou plusieurs de ses membres, soit par suite de sa ou leur réflexion propre sur son ou leur expérience, soit par suite de pluri-appartenances soit par contiguïtés géographiques.

Cette définition recouvre les propositions suivantes :

1. Nous abordons le phénomène social des changements techniques ou de productions au moment de sa naissance, et non dans le temps ni sur de grands espaces sociaux.

2. Il n'y a jamais simple *application* d'une technique d'origine extérieure au groupe local, mais toujours une adaptation, nécessaire.

3. La mise en oeuvre matérielle d'une nouvelle technique s'accompagne nécessairement d'une adaptation des idées, des façons de concevoir les choses et de les évaluer, autrement dit d'une activité de production de connaissance : *la sociologie du changement technique est une sociologie de la connaissance (pour l'action).*

4. Cette activité de connaissance est une activité sociale, collective.

5. Le lieu central de cette activité est ce que nous appelons le *groupe professionnel local*, notion qui répond à la définition suivante :

- les membres ont des activités semblables dans des conditions voisines ;
- ils sont quotidiennement "à portée de dialogue" ;
- ils se reconnaissent comme membres du groupe dont ils donnent une définition à peu près commune (en compréhension et en extension).

6. Les matériaux de cette activité sont fournis (sur la base d'une expérience suffisamment partagée) par :

- la culture locale (y compris la culture de l'environnement social) ;
- les expériences antérieures, individuelles et partagées ;
- les expériences actuelles, individuelles ou collectives ;
- les informations et influences d'origine extérieure au groupe, en particulier par le moyen des multi-appartenances.

7. Il y a une "aptitude collective", variable, à accomplir cette activité. Cette aptitude varie selon :

- la morphologie du réseau de dialogue et d'inter-influence du groupe ;
- le nombre et la variété des multi-appartenances des membres du groupe.

II. COMMENTAIRES

1. Le choix de définition de l'objet

Ce choix comporte plusieurs dimensions dont, de façon centrale, l'étude des micro-phénomènes sociaux : là où les choses, concrètement et de façon visible, se produisent.

- C'est privilégier l'étude des processus, *versus* la recherche de corrélations entre des phénomènes sur de grandes étendues ;
- C'est, du point de vue des méthodes, procéder à des études de cas, *versus* des moyens statistiques.
- C'est chercher *l'explication* (cf. M. Weber) de la relation entre deux phénomènes, explication que ne peut pas fournir la corrélation statistique : la relation entre le niveau de formation et la propension à faire appel au conseil technique n'a de sens que par suite de ce que nous savons d'autre part.
- C'est situer le but de la recherche, moins proche de la prévision qui est censée aider des dirigeants à décider, et plus près de l'action quotidienne des intervenants. C'est se donner pour but, plutôt que de dire "ce qui va se passer", de proposer des moyens d'analyse des situations.

2. Le travail d'adaptation, toujours nécessaire

La prescription est toujours insuffisante, et par quelque côté non pertinente. On peut dire autrement : *la science n'est pas la théorie de la pratique*. A cela, deux ordres de raisons :

2.1 Au *plan matériel* : jamais tout ne peut être prévu, jamais toutes les situations possibles ne peuvent être envisagées.

- dans le déroulement des opérations (ex : répartition des temps de travaux) ;
- dans le contexte (ex : climatique).

Des ajustements sont toujours nécessaires.

2.2 Au *plan idéal*, raison évidente en particulier lorsque la nouveauté technique est d'origine scientifique-technicienne. "L'innovation" (le paquet d'information) n'arrive pas sur un terrain vide : il y a un système de pensée actuel, associé aux pratiques matérielles actuelles, et qui en assure la maîtrise.

Ceci introduit la troisième proposition.

3. L'adaptation des idées nécessairement associée au changement matériel de technique

L'adoption matérielle d'une pratique nouvelle fait suite à un premier ajustement des idées. Par exemple : l'association fourrage conservé = "sec" est ébranlée, une nouvelle conception humide du fourrage conservé s'établit,

permettant et orientant l'adoption de l'ensilage. C'est là seulement un premier moment. *Après* l'adoption, le processus d'ajustement des idées se poursuit. Ceci conduit aux observations suivantes :

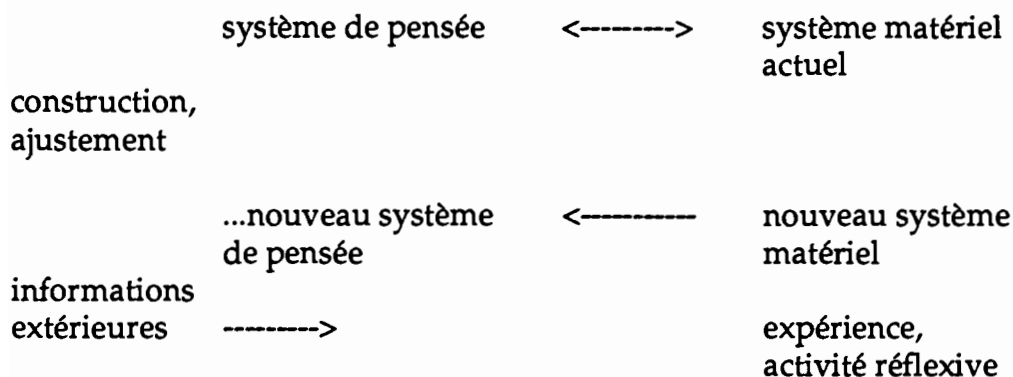
3.1 La question centrale pour nous n'est pas de savoir comment des connaissances scientifiques (ou d'origine scientifique) sont "assimilées", mais selon quel processus les formes de connaissance actuelles sont remaniées. Ceci suppose bien entendu un détour que les questions portant sur les processus d'assimilation des connaissances scientifiques permettent d'économiser : nous connaissons le discours scientifique, il y a une vaste littérature sur les processus (universels) d'apprentissage, mais nous ne connaissons pas les formes de connaissance, qui sont chaque fois uniques.

3.2 Comme je l'ai indiqué au début de ce paragraphe, l'installation d'une technique nouvelle s'opère selon deux processus, en partie distincts dans le temps. Premier temps : l'adoption matérielle, qui peut exiger un travail plus ou moins important d'ajustement des idées. Eventuellement, on se contente de la garantie apportée par ceux qui, autour de soi, ont adopté la nouvelle technique et qui disent que ça leur donne satisfaction. Deuxième temps : acquisition de la maîtrise, par ajustement des conceptions. Le schéma ci-dessous résume la succession :

1. Il existe une façon de concevoir les choses et de les évaluer qui s'est constituée avec la pratique matérielle actuelle, et qui en assure la maîtrise.

2. L'introduction de la technique nouvelle précède l'ajustement des idées. Il y a donc dans un premier temps perte de maîtrise, dans la mesure où le système de pensée actuel n'est pas pertinent pour la pratique nouvelle.

3. Le système de pensée pertinent se construit avec, d'une part, les informations d'origine extérieure associées à la pratique nouvelle et, d'autre part, l'expérience et l'activité réflexive sur les façons de penser habituelles induite par l'expérience nouvelle.



(J'analyse un exemple de ce processus dans La parole et la technique, Paris, L'Harmattan 1985. Voir aussi "La fonction de production de la vache", Cahiers du Centre d'Etude de l'Emploi n°29, Février 1986, Paris, PUF.)

3.3 La nécessité de la construction conceptuelle est liée à ce que, à la suite de L.J. Prieto (Pertinence et pratique, Paris, Editions de Minuit, 1975), on peut appeler la *question du point de vue* : la pertinence d'un énoncé ne doit pas être rapportée aux choses, mais au point de vue du sujet. Point de vue objectivement situé, défini par la nature et la forme des activités, et conjointement par la position dans un système.

Cette observation ouvre tout un champ à l'étude des malentendus, difficultés, etc. dans les dialogues entre agriculteurs et techniciens ou chercheurs, ou entre n'importe quels sujets qui parlent de questions de travail sans faire le même travail. Le technicien, le chercheur ou l'agriculteur ont des activités différentes, n'ont pas le même point de vue et, à proprement parler, ne parlent pas des mêmes choses. Je dirai, en reprenant une distinction d'E. Benveniste (Problèmes de linguistique générale, 2 tomes, Paris, Gallimard, 1974) que, si les mots désignent sans ambiguïté les mêmes choses, le sens que les interlocuteurs confèrent à ces mots n'est pas le même pour les uns et les autres. Ce sens, ces formes de connaissance reposent en particulier sur des systèmes de classement - et s'analysent comme tels : un technicien et tels agriculteurs désignent sans équivoque les variétés de blé, mais divergent sur les façons de les classer, c'est-à-dire sur les traits qui les distinguent ou les associent.

4. Cette activité est collective, sociale, de même que le produit

"Penser est de bout en bout une activité sociale" dit C. Geertz (Savoir local, savoir global, traduit de l'anglais par M. Audet, Paris, PUF, 1983/1986). Il ajoute qu'on pense dans la rue, au café, aux repas, le long des chemins.

- Cette activité est une activité de *construction du sens* donné aux mots, aux choses, aux actes. Le produit, c'est donc une façon de connaître la réalité et de s'y retrouver, de savoir quoi faire.

- Cette forme de connaissance constitue le *cadre des choix individuels* : on décide comme on connaît les choses. Cette connaissance sociale, cette culture technique ne dit donc pas ce que chacun va faire, mais définit seulement le cadre conceptuel de ses choix. Elle relègue au second plan les "motivations" qui n'ont finalement pour originalité que la façon dont elle s'exprime. Et cette façon, cette forme, est justement culturelle.

- Le moyen de cette activité, c'est le *dialogue*. Le dialogue a une double fonction :

1. Echanger des expériences, des informations, exercer une influence pour introduire une variante nouvelle. Cette première fonction est voulue par les interlocuteurs, elle est intentionnelle.

2. Tout dialogue est le moyen ou le moteur de l'activité réflexive sur les façons habituelles de dire les choses. Le sens est constamment remis en cause, déstabilisé par les mouvements successifs de malentendus et d'ajustement, d'une part, et par les mises en causes délibérément introduites dans les façons habituelles de dire les choses, de les classer et de les évaluer (exemple : "un bon

éleveur, moderne, nourrit ses bêtes avec l'ensilage de maïs", mis en cause par "peut-on être moderne avec des prairies pâturées ?").

5. Le lieu central de cette activité est le groupe professionnel local

L'entité sociale "groupe professionnel local" est une réponse à la question qui suit nécessairement l'affirmation de Geertz : où cela se passe-t-il, où se produit et se transforme une culture technique ? (où, peut-on dire plus précisément, les variantes locales constitutives d'une culture technique). La définition du GPL - activités semblables, possibilité habituelle de dialogue, connaissance des limites du groupe et de sa propre position - s'applique au groupe d'agriculteur d'un voisinage (en France : la commune), mais aussi à une équipe dans une entreprise.

- Nous associons au GPL *un système de normes*. La notion de norme est conçue comme couvrant, à la fois, les règles d'action ("on ne sème pas paille blanche sur paille blanche") et les façons de concevoir les choses qui expliquent et justifient ces règles d'action.

D'un autre côté, s'il est vrai que les normes sociales sont contraignantes, pour qui souhaite garder sa position dans le GPL, elles doivent leur pérennité (relative) au fait qu'elles constituent aussi des *ressources* pour s'y retrouver et savoir quoi faire (= la langue).

- Contrairement à une vision commune, relayée par certaines formes de structuralisme, les normes ou systèmes de normes ont pour caractéristiques centrales leur mouvement incessant : "le système synchronique n'a pas de réalité", comme dit Bakhtine (Le marxisme et la philosophie du langage, traduit du russe par M. Yaguello, Paris, Editions de Minuit, 1929/1977), à propos de la langue, "et n'a d'autre rôle que celui de jalon reposant sur une convention et servant à enregistrer les déviations qui se produisent à chaque instant dans la réalité". Le mouvement implique que la norme n'est pas nécessairement une, mais plutôt système de variantes, la norme unique n'étant qu'un cas particulier. Le mouvement de la norme, c'est celui des variantes s'opposant sur un fond commun de conceptions, fond commun transformé par le mouvement des variantes.

Exemple (Lauragais, années 80, culture du blé):

Fond commun, le couple associé :

variétés anciennes	----->	on ne traite pas (contrôles maladies)
variétés nouvelles	----->	il faut traiter

- Variantes : certains ont adopté de nouvelles variétés, et de ce fait traitent, d'autres en restent aux variétés anciennes, et de ce fait ne traitent pas : les deux variantes sont marquées (à peu près selon l'opposition gros/petits), mais les deux sont acceptables dans le GPL. Un agriculteur ("petit") met en cause le fond commun en annonçant qu'il va essayer de semer une variété nouvelle et de ne pas la traiter.

- Qu'est-ce qui produit ce mouvement, qu'est-ce qui en fournit l'énergie ? Le désir de certains membres du groupe d'introduire une variante nouvelle dans le système local, et de convaincre les autres membres du groupe que telle pratique pourrait être acceptable. Ceci en réalité implique un double désir :

- 1) introduire la variante ;
- 2) maintenir sa place et sa position dans le groupe.

Celui qui n' a pas de place dans le GPL, ou qui a une appartenance de rechange, n'a rien à faire de la norme locale, et n'a aucun désir de la changer.

6. Matériaux de l'activité de production de connaissance pour l'action

Rappel : Sur la base d'une expérience plus ou moins partagée (activités semblables), es matériaux ou origines de l'activité sont constituées par :

- la culture locale (y compris culture de l'environnement)
- les phénomènes de contiguïté ;
- l'expérience et la réflexion d'un membre du groupe ;
- les informations d'origine extérieure introduites par un ou des membres du groupe (par l'apport en particulier des multi-appartenances).

Par contiguïtés, j'entends par exemple les relations de groupe à groupe par voisinage géographique. Un GPL n' est jamais fermé : parmi les membres d'un groupe d'agriculteurs d'une commune, certains ont des relations suivies avec des agriculteurs des communes voisines, les membres d'une équipe dans une entreprise avec ceux d'autres équipes, etc.

Il s'agit-là de relations entre groupes de même nature, dont il est nécessaire de distinguer les appartenances à des groupes de statut ou de nature différents. Exemple : un agriculteur appartient à un groupe de vulgarisation, au conseil municipal, à un club de foot, est en relation assez dense, orale et écrite, avec les agents des organisations de développement etc. Les multi-appartenances occupent une place essentielle pour l'apport de matériaux nouveaux dans la réflexion d'un GPL. La notion de multi-appartenance s'oppose à l'idée commune que ce qui distingue une société dite "traditionnelle" d'une société "moderne", c'est le sentiment des individus d'appartenir à leurs groupes primaires (*gemeinschaft*) *versus*, dans le second cas, d'appartenir à "la société" (*gesellschaft*).

Nos sociétés ne se distinguent pas par ce glissement d'appartenance - nous avons tous nos *gemein* - mais par la quantité des multi-appartenances possibles et des multi-appartenants.

7. Cette activité suppose une aptitude collective à l'exercer, qui est variable

Les possibilités ou capacités d'un groupe à produire des réponses intéressantes pour lui aux changements de situations ne dépendent pas simplement des conditions économiques et politiques qui lui sont imposées par son environnement. Elles dépendent aussi de son aptitude propre, liée à ses

caractéristiques propres. Cette aptitude varie selon deux caractéristiques, d'ailleurs liées :

- la morphologie du réseau de dialogue et d'inter-influence au sein du GPL ;
- la quantité et la variété des multi-appartenances de ses membres .

Nos études sur une cinquantaine de cas en France, portant sur la relation entre ces caractéristiques morphologiques et l'activité d'adaptation du système de normes aux situations collectives et individuelles (ie en particulier l'acceptation de la diversité des choix) confirment nos hypothèses sur la relation entre les unes et les autres. (cf par ex Darré J.P., Le Guen R., Lemery B., "Changement technique et structure professionnelle locale en agriculture", Economie Rurale n°192-193 1989, p. 115 à 122).